



Fondation
de
France

PROGRAMME
PROMOTION DE L'AGRICULTURE
FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

FICHE ENTRETIEN

EN AFRIQUE DE L'OUEST

CONSOMMER LOCAL POUR ROMPRE LA DÉPENDANCE

Entretien avec Cécile Broutin (Gret)



Agroéconomiste, Cécile Broutin est responsable de programmes *Agriculture familiale et filières agroalimentaires* au sein du Gret, association française de développement qui agit dans une trentaine de pays.

Elle a travaillé dix-huit ans au Sénégal et acquis une grande expertise sur l'aval des filières agricoles en Afrique de l'Ouest, transformation et commercialisation.

Aujourd'hui, elle enseigne à l'Université, ses interventions portent sur la solidarité internationale ainsi que sur la valorisation et l'animation des territoires ruraux.



Gret www.gret.org

La crise alimentaire de 2008 a entraîné un regain d'intérêt pour l'agriculture. Le regard porté par les dirigeants africains sur leurs agriculteurs a-t-il changé ?

Il s'agit davantage d'une prise de conscience que d'un regain d'intérêt. Les bailleurs de fonds ont compris qu'il fallait appuyer une agriculture qui nourrisse les pays pour diminuer leur dépendance aux importations. Ces importations sont souvent des excédents de production d'Asie (riz) ou d'Europe (blé, lait). Au vu de l'instabilité du cours des matières agricoles sur les marchés mondiaux, au moindre choc, les exportations des pays producteurs diminuent et les prix flambent.

Les États ont eu des réactions variables mais l'orientation de la politique agricole de l'Afrique de l'Ouest traduit aussi cette prise de conscience, sans toutefois remettre en cause l'agrobusiness. Il n'y a pas, de la part des États, de positionnement clair pour l'un ou l'autre modèle ni d'appui significatif à l'agriculture familiale.

Comment l'expliquer ?

Les représentations collectives sont très influencées par les modèles de développement des pays du Nord, les bailleurs de fonds, les ONG, etc. La modernité passe par le tracteur rutilant, l'utilisation

d'engrais, de techniques à la pointe, etc. Cette vision moderniste idéale de l'agriculture influence toujours les classes dirigeantes. Personne ne souhaite rester dans une agriculture non mécanisée. Au Gret, nous ne poussons pas à la mécanisation. Influencée par des voyages d'étude en France au cours desquels on leur montrait ce qu'était l'agriculture productiviste et motorisée, la Fédération du Fouta-Djalou (Guinée) a souhaité acquérir des tracteurs. La première année, cela a permis de labourer des grandes surfaces mais rapidement, les producteurs ont compris les désavantages : coûts d'entretien élevés des machines d'occasion venues d'Europe, difficulté à trouver des pièces de rechange etc. C'est un modèle qui n'est pas forcément adapté au contexte ouest-africain, économiquement difficile.

Dans les faits, les agriculteurs sont-ils soutenus par les autorités ?

Ils sont encore peu soutenus dans un pays comme la Guinée. Pour éviter les émeutes en ville, les autorités ont interdit les exportations à certaines périodes : ceci a pour effet de faire chuter les prix à l'intérieur du pays avec des conséquences désastreuses pour les producteurs guinéens. Parallèlement, l'État guinéen tente de distribuer des engrais subventionnés, mais on ne sait pas réellement où vont ces engrais, comment y avoir accès. De plus, l'État entre en concurrence avec les fédérations professionnelles qui accordent des crédits-intrants aux producteurs afin qu'ils achètent des intrants. Par ailleurs, la qualité des engrais étatiques importés n'est pas garantie ou adaptée à toutes les cultures.

Et dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest ?

Dans le discours, la plupart des États souhaitent soutenir la petite agriculture, mais cela ne s'est pas encore réellement traduit dans la pratique. Il est plus simple de travailler avec les grandes exploitations plutôt qu'avec une myriade de petites fermes. Nous avons aussi eu cette discussion avec l'Agence française de développement (AFD) qui se demandait comment travailler avec la petite agriculture. Nous manquons de travaux sur ce sujet. Cependant l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014 a amené à capitaliser de nombreuses expériences et initiatives, à montrer son dynamisme, son rôle dans l'emploi et l'alimentation des villes.



L'idée que l'agriculture africaine ne répond pas, ou ne peut pas répondre, aux besoins des populations reste prégnante. Mais des chercheurs et les praticiens du développement battent en brèche l'idée que l'agriculture familiale africaine n'a pas su progresser. Quand on regarde les chiffres, la production a fortement augmenté et ce, sans appui. La production de riz a par exemple

été multipliée par 4 entre 1980 et 2006. Dans les documents du Gret, nous essayons de faire circuler ces chiffres. Les bémols sont que la production augmente surtout par l'accroissement des surfaces, les rendements progressent peu. La production reste insuffisante face à la forte croissance démographique. La place des importations alimentaires augmente. L'agriculture familiale est dynamique, mais elle a d'énormes besoins d'appui, comme toutes les agricultures du monde.

Dans un article pour *Alternatives internationales*, vous parlez du tissu de PME actives dans la transformation de matières agricoles. Quel est l'impact de ce secteur ?

Dans le cadre du projet Asstel¹ soutenu par le CFSI et la Fondation de France, on constate que l'existence de la Laiterie du Berger entraîne une dynamique dans la filière : les producteurs ont des débouchés sécurisés et sont donc incités à traire leurs vaches, à améliorer l'alimentation du bétail. Ce constat peut être fait pour toutes les filières. Le lien avec le marché a un impact sur la production. Le contexte actuel africain est le suivant : plus on développe la transformation, plus on crée de l'emploi et des revenus tout au long de la filière (production, transformation, distribution). C'est un élément important dans l'analyse de la situation africaine. Le développement de filières pour approvisionner les marchés urbains devrait être davantage soutenu alors que la tendance est de promouvoir l'exportation de produits bruts.



Dans une étude², vous parlez d'inverser la logique classique pour penser les filières à partir de la demande des consommateurs et de l'aval : l'idée a déjà fait son chemin?

L'idée n'est pas nouvelle (*rires*). Il y a des publications sur ce sujet depuis 20 ans, notamment dans les collections du Gret. Le « pilotage des filières par l'aval » est de plus en plus présent dans les discours, mais pas encore dans les pratiques même si cela progresse un peu : lorsque l'on construit un projet, on s'interroge sur la demande, la consommation, mais on en revient toujours *in fine* à la production, à un raisonnement par une offre de produits et non par la réponse à une demande existante. Il faut du temps pour réussir à renverser la réflexion. Le marché intérieur devient peu à

¹Accès aux services et structuration des éleveurs laitiers dans le département de Dagana au Sénégal (Asstel), voir le témoignage de Cécile Broutin sur ce projet : <http://www.alimenterre.org/ressource/production-laitiere-zone-pastorale-experience-cecile-broutin-gret>

²Gret, 2014, « Comment améliorer l'accès au marché pour les exploitations familiales » <http://www.gret.org/publication/comment-ameliorer-lacces-au-marche-pour-les-exploitations-familiales-retour-sur-les-experiences-du-gret-en-afrique/>

peu plus important que celui des exportations³. L'intérêt pour les marchés nationaux va croître. Les ruraux achètent de plus en plus leur nourriture. Au Gret, nous travaillons parfois sur les filières d'exportation car les marchés de niche à forte valeur ajoutée peuvent être intéressants. Mais nous restons prudents auprès des agriculteurs à cause des grandes monocultures qui ont fait des ravages. Notre objectif est avant tout de favoriser la connexion entre productions rurales et marchés de consommation urbains nationaux.



Quelles différences peut-on faire entre une entreprise artisanale et une entreprise industrielle ? Faut-il privilégier un modèle par rapport à l'autre ?

Il ne faudrait pas opposer industriel et artisanal. Nous avons constaté que le terme « artisanal » pouvait être connoté négativement, tant au niveau des gouvernements que des partenaires financiers. On y associe souvent des procédés rudimentaires, des volumes très faibles et des produits de mauvaise qualité. De plus, il ne reflète pas la réalité de ces activités à petite échelle qui utilisent des machines (au moins en prestation de service). Plusieurs personnes participent au processus de production. Deux éléments qui renvoient à une dimension « industrielle ». Nous préférons utiliser le terme de « micro et petites entreprises (MPE) » opposé à « grands entreprises ».

La taille pertinente dépend du contexte. Nous pensons que dans un certain nombre de cas, il faut privilégier les micro et petites entreprises car elles sont plus efficaces pour collecter une offre de matière première éparpillée dans les campagnes. Les grosses entreprises ont du mal à s'organiser pour collecter des grandes quantités de produits éloignés. Les rendements d'échelle ne sont pas tellement valables actuellement en Afrique. Les petites entreprises ont des coûts de production plus bas car elles ne paient pas forcément toutes les taxes et contournent parfois les réglementations sociales qui ne sont pas adaptées à leur taille. Nous ne prenons pas position contre les grosses entreprises mais, pour le moment, il vaut mieux favoriser les petites qui ont peu d'appui et surtout créent plus d'emplois.

³Grain de sel n°58, 2012 - Valorisation des produits locaux : face aux défis, une diversité de solutions
<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/58-valorisation-des-produits/>

Le risque d'absorption des petites structures par des grands groupes n'existe donc pas ?

S'il y a un risque, cela serait plutôt dans le secteur de la distribution. Il faut garder à l'esprit que la demande est très orientée vers des produits locaux dont certains ne pourraient pas être produits à grande échelle. L'industrie est déjà présente sur certaines filières – bière, soda, tomate – mais ne s'intéresse pas aux petites filières locales. Le concentré de tomate n'est pas du tout rentable à petite échelle, inversement pour le couscous de mil. Dans la filière tomate sénégalaise, les producteurs sont sous contrat avec la transformation industrielle. Il y a là une plus-value intéressante à développer le secteur manufacturier, cela peut créer des emplois.

Pour le sucre, c'est un cas particulier car l'industrie date de la période coloniale et s'est vu attribuer des grandes surfaces de terre. Il serait intéressant d'examiner la possibilité d'appuyer les agriculteurs à produire de la canne sous contrat avec l'industrie.

Évitons d'être dogmatique et voyons comment favoriser l'agriculture familiale là où il y a le plus de pauvreté. Travaillons sur la création d'emplois en regardant les avantages comparatifs suivant les filières. Et appuyons les petites entreprises car les industriels savent comment se développer. Cela passe également par l'appui à la structuration des organisations de producteurs (OP).

Quel rôle ont pu jouer les lois de décentralisation sur la prise en charge des enjeux agricoles par les autorités locales ?

C'est vraiment une dimension de la décentralisation qui a été laissée de côté. Les autorités locales n'ont pas ou peu investi les questions de développement économique local en Afrique. Et les bailleurs étrangers, au moment de la décentralisation, ont davantage appuyé les infrastructures. Les « torts » sont partagés.

Mais la réflexion sur ce sujet avance. Et il y a des réussites comme le cadre de concertation mis en place dans le projet ASSTEL. Un certain nombre de coopérations décentralisées ont aidé à la prise en compte de la dimension économique dans les appuis. ASSTEL a bénéficié d'un appui de la région Midi-Pyrénées dans le cadre de sa collaboration avec la région de Saint-Louis.

En quoi la transformation permet-elle de connecter des zones isolées au marché ?

De nombreuses entreprises ouest-africaines valorisent déjà la production agricole locale, notamment pour approvisionner les marchés urbains. Elles jouent un rôle important pour les exploitations familiales qui disposent ainsi d'un accès aux marchés. Il y a de plus en plus d'initiatives de transformation et cela crée des dynamiques tout au long des filières. Le secteur agroalimentaire a su se développer spontanément en répondant au marché. C'est par exemple le cas pour la transformation du manioc et de l'igname, pour lesquelles il n'y a pas eu d'appui extérieur.

Les ONG ont un rôle à jouer pour passer de la micro entreprise (groupement informel de femmes transformant des céréales) à une petite entreprise mieux équipée (moulins, décortiqueuses) afin de répondre aux exigences de qualité ou aux commandes importantes. Le Gret l'a fait au Sénégal en collaboration avec Enda graf⁴. Les moulins et décortiqueuses à mil ont eu un impact intéressant sur le développement des activités de transformation au Sénégal. L'ONG Aprossa Afrique verte travaille aussi beaucoup sur cette question au Burkina Faso. Avec une approche entrepreneuriale, il est possible d'augmenter la qualité et les volumes. La qualité est un souci pour les très petites unités

⁴ Voir le témoignage sur alimenterre.org *Pape Seck revient sur les stratégies d'appui aux filières céréalières au Sénégal*

de transformation dont les produits souffrent parfois d'une image négative. Non vendus rapidement, ces produits se détériorent.

En Guinée, les projets comme Dynafiv⁵ ont appuyé la transformation dans la filière riz et huile de palme, avec un système de crédit qui a débloqué la situation en favorisant la diffusion des décortiqueuses et la commercialisation du riz étuvé.

La transformation permet de valoriser une production rurale éloignée des centres de consommation. C'est le cas notamment pour le lait au Sénégal. La Laiterie du Berger a réussi à développer le marché à Dakar mais la production collectée à 300 km de Dakar n'a pas suivi le rythme, ce qui a entraîné des ruptures de stock et le recours à la poudre de lait. Il faut du temps pour améliorer la production laitière et garantir la régularité de l'approvisionnement.

Quels sont les canaux de communication les plus efficaces pour sensibiliser les ouest-africains à la consommation locale ?

Nous avons essayé de sensibiliser les consommateurs via les radios locales mais cela n'a pas eu l'impact escompté. Les associations de consommateurs constituent un enjeu important pour contribuer à une meilleure information des consommateurs au sujet, par exemple, des pratiques commerciales qui les trompent sur l'origine ou la composition des produits. Nous n'avons pas trouvé de financement pour renforcer les compétences et la crédibilité de ces associations qui bénéficient de peu de soutiens.

Autre élément : très peu de chercheurs s'intéressent aux questions de la qualité des produits locaux et des préférences des consommateurs en Afrique. Les rares études disponibles montrent qu'il est faux de dire que les consommateurs africains imitent le mode de consommation occidental. Ils souhaitent trouver plus de produits locaux à des prix raisonnables. Les gens ont envie de consommer des produits de chez eux. C'est le cas pour le riz en Guinée. L'exemple est frappant car le riz importé est pourtant moins cher. Au Sénégal, le riz importé est entré dans les mœurs à cause de l'importance des importations au moment de la colonisation. Les sénégalais se sont habitués aux brisures de riz asiatique. Toutefois, même au Sénégal, une partie des ménages est aujourd'hui prête à payer plus cher pour avoir du riz de la Vallée du Fleuve Sénégal. La demande du côté des consommateurs urbains a évolué. L'attachement aux produits locaux est réel. La sensibilisation revient à promouvoir la qualité des produits (goût, origine, qualité sanitaire,...).



⁵ Projet Dynamisation des filières vivrières (Dynafiv) de l'AFD et du gouvernement, menée en partenariat avec deux structures d'appui : la MGE en Haute Guinée et en Guinée forestière et Berca Baara en Basse Guinée Nord. Le Gret a apporté une assistance technique.

Il reste encore du travail à faire sur les labels et les indications géographiques (IG) qui permettent de garantir au consommateur l'origine du produit et sa qualité. Sur les denrées périssables comme le lait, la question porte davantage sur la législation et la conservation. Sur le sachet de lait produit à Dakar à base de poudre importée figurent souvent des noms et des symboles de l'élevage africain (femmes peuhls, races locales de vaches, arbres des savanes, etc.) qui trompent le consommateur. Il faut que la législation sur les emballages empêche cela. Mais les financements pour travailler ces questions sont rares. Il est important d'aider le consommateur à faire des choix raisonnés.

Propos recueillis en juillet 2014 par Bastien Breuil (CFSI), édités par Hélène Basquin (CFSI) en décembre 2014. Photos © Cécile Broutin

Pour creuser le sujet :

- Information, *L'industrie agro-alimentaire africaine frémit*, 2014
- Information, *Les Guinéens préfèrent leur huile de palme*, 2014
- Étude, *Comment améliorer l'accès au marché pour les exploitations familiales ?*, 2014
- Étude, *Les agricultures africaines – transformation et perspectives*, 2014
- Étude, *À quelles conditions l'agriculture contractuelle peut-elle favoriser les agricultures paysannes du Sud ?*, 2014
- Témoignage, *Moustapha Ka : émergence de micro-entreprises de transformation dans l'Est du Sénégal*, 2014
- Témoignage, *De nouveaux produits pour réinvestir le marché local en Guinée-Bissau*, 2014

Le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution de la Fondation JM. Bruneau (sous égide de la Fondation de France), de la Fondation Ensemble, de la Fondation L'OCCITANE et de l'Agence Française de Développement. SEED Foundation et la Fondation Un monde par tous participent également au volet capitalisation du programme.

